

Table ronde publique

Mieux comprendre les potentialités des forces de défense et de sécurité (FDS) pour prévenir l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest

Cotonou, Bénin, 12 septembre 2022
Hôtel Golden Tulip, 10h00-13h30

SYNTHESE

Face aux limites des réponses militaires et sécuritaires à l'extrémisme violent, a-t-on suffisamment exploré la réponse de la prévention, celle qui se penche plutôt sur les causes, multiples et complexes, qui génèrent la violence ? Les forces de défense et de sécurité (FDS) peuvent-elles avoir un rôle dans la prévention de la violence ? Si oui, leur mandat, leur culture et leurs formations les y préparent-elles ? Comment et avec qui les FDS peuvent-elles construire la culture du dialogue ? Où sont les espaces pour que ces échanges aient lieu ?

Telles sont les questions que se posèrent les participants à la table ronde organisée à Cotonou le 12 septembre 2022 par la Division Paix et droits de l'homme du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse et le Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité - DCAF de Genève. Ils présentaient ce jour-là les résultats de l'étude comparative portant sur la **Revue et analyse des cadres politiques, législatifs et opérationnels favorisant l'engagement des forces de défense et de sécurité (FDS) pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV) en Afrique de l'Ouest (2020-2022)**.

Cette étude, réalisée en 2020 et 2021 dans **sept pays d'Afrique de l'Ouest (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Niger, le Sénégal et le Togo)** s'inscrit de manière plus large dans l'initiative de dialogue régional animée par la Suisse depuis 2016 en faveur de la prévention de la violence en Afrique de l'Ouest et centrale et qui a déjà organisé, ces dernières années, une quarantaine de rencontres et ateliers, associant plus de 2000 personnes. Ce programme, a, entre autres, lancé, à Dakar et avec le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) du Sénégal, un cycle de séminaires régionaux spécifiquement consacré au rôle des FDS dans la PEV. L'étude visait explicitement à répondre aux demandes des FDS de la région, exprimées lors de ces séminaires, et qui souhaitaient mieux connaître et comparer les cadres dans lesquels elles évoluent. **Ceci afin de mieux cerner les potentialités des forces de défense et de sécurité (FDS) pour prévenir l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest.**

Ce travail a bénéficié de la participation d'une dizaine d'experts de la région qui, aux côtés du DCAF et du DFAE suisse, ont pendant deux ans mené la collecte de la documentation, les enquêtes de terrain (plus de 300 entretiens individuels dans les sept pays), l'analyse comparative des cadres d'engagement et finalement, la rédaction et les étapes de validation des résultats dans le rapport final présenté à Cotonou. Pour réaliser cet objectif général, l'étude s'est efforcée de :

- Mieux comprendre la façon dont la violence extrême ébranle le vécu et le mandat des FDS.
- Clarifier comment les FDS elles-mêmes peuvent s'engager dans une démarche de PEV.
- Collecter puis analyser les cadres d'engagement des FDS pour la PEV, cadres d'ordre politique, législatif, comme opérationnel.
- Renforcer la volonté et les capacités des FDS pour un tel engagement.
- Poursuivre le dialogue avec des hauts responsables politiques, officiers supérieurs, société civile et chercheurs, sur leur vision, leur expérience, leurs besoins face à ce défi.

Forte de cette somme de connaissances entre leurs mains (le rapport contient 89 pages), **une soixantaine de personnes participèrent à la table ronde** qui fut ouverte par le Directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique du Bénin. Pour lui, les FDS représentent le recours ultime contre la violence extrême. Conscient que l'EV s'est déjà infiltré dans la société béninoise, il compte sur les réformes nombreuses du secteur de la sécurité (modernisation, adaptation, renforcement du matériel et du capital humain) pour empêcher qu'il ne se propage et pour que se développent de nouvelles relations entre FDS et populations qui constituent la base de la prévention de la violence et de la coproduction de la sécurité.

Présentation succincte des résultats

Le contenu du rapport fut ensuite présenté par deux représentantes du DFAE et du DCAF qui soulignèrent que **l'outil essentiel de la PEV était le dialogue inclusif**, entre autres entre les FDS et les populations, les femmes et les jeunes, et que la présentation de l'étude et la présence dans la salle des nombreux invités faisait intégralement partie de ce dialogue. Par ailleurs, le rapport montre que, bien que la lecture des menaces, l'organisation des réponses envisagées et l'interactions entre textes et pratiques soit différentes dans chaque pays, il y a de plus en plus de **concordance des politiques sécuritaires dans les pays de la région**. L'exemple du Burkina Faso et sa prise de conscience tardive de l'importance de la menace sert de précédent pour les pays du Golfe de Guinée. Si les causes de l'EV (porosité des frontières, faible présence de l'Etat aux frontières, faible capacité des FDS de couvrir le territoire national, comportement ambigu des FDS, liens avec les milieux criminels, extension de l'orpaillage clandestin, exclusion politique et décisionnelle) sont mieux comprises, **la lecture sécuritaire de ces causes (plutôt que socio-politiques)** reste prépondérante selon les résultats de l'étude. Les Etats s'efforcent de sécuriser leurs frontières mais prennent trop souvent la population comme auxiliaire des renseignements. Par ailleurs, **le rôle des FDS dans la PEV est encore très rarement inscrit explicitement dans les cadres politiques, législatifs et opérationnels, et encore moins dans les formations des FDS**, ce qui freine l'intégration du rôle de prévention dans leurs mandats et leurs pratiques. Certes, des stratégies de PEV ont été préparées dans tous les pays mais généralement sans lien concret avec le rôle des FDS et de même, si les politiques publiques de sécurité et de défense sont presque partout en révision, elles n'intègrent encore que rarement la dimension de prévention. Cette **approche en silo**, ainsi que le déficit de lien entre responsables des politiques sécuritaires et hauts responsables des FDS qui rend floue la vision de la sécurité par ceux qui en ont le mandat, figurent parmi les obstacles à surmonter. Néanmoins l'étude révèle qu'un peu partout, des mesures pragmatiques ont déjà été prises, même si cet élan reste timide et peu encadré. Des **mécanismes locaux de dialogue** et, par conséquent, de PEV, tels les comités de sécurité, existent et, dans certains cas, s'ouvrent efficacement à la société civile qui, elle cherche généralement ce dialogue avec les FDS. Il fut aussi relevé que les **activités civilo-militaires** tournées vers les besoins des populations contribuent à l'apaisement des tensions. Mais sur la formation des FDS et sur l'accès du public à l'information, les mesures nécessaires ne sont pas encore vraiment prises en compte. Le rapport, dans sa partie finale, mentionne **sept défis à relever et les pistes d'action** et pose la question de fond : **quelle est la place réelle des FDS dans nos sociétés ?**

Où trouver le rapport :

https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/PVE_Report_FR.pdf

Echanges

Le débat qui suivit, que lancèrent quatre panélistes venus du Bénin, du Togo et du Burkina Faso, fut très animé et fit ressortir un certain nombre de points :

Les FDS ne forment pas un ensemble compact mais sont composées d'**entités aux fonctions différentes**, ce qui rend souvent difficile la coordination de leurs actions. Par leur diversité, elles sont néanmoins aussi dépositaires de fonctions duales de défense et de sécurité mais aussi de protection et de développement au travers de leurs activités civilo-militaires. Elles ne sont cependant pas encore sorties de **l'image négative** qu'elles ont auprès de certaines parties de la population. Il fut dit « qu'une police qui fait peur se prive de la collaboration des citoyens indispensable à l'équilibre de la société ». Que les FDS parlent à la population, c'est ce que cette dernière attend. « La police c'est le public et le public c'est la police ».

Le débat porta ensuite sur les **limites de l'action des FDS** et des solutions militaires, l'adaptabilité des acteurs de la sécurité à la guerre asymétrique, la création de forces spéciales dans les pays de la région et la **mutualisation des moyens de lutte au niveau régional**. Autre enjeu plusieurs fois mentionné : le besoin de favoriser le rapprochement des populations frontalières de part et d'autre de la frontière. Est-ce possible si en même temps on érige les frontières en boucliers ? La **police de proximité**, quant à elle (et il en fut beaucoup question) repose sur une manière de faire, une méthode de travail. Ce n'est pas un corps constitué. Elle incarne pour beaucoup un des outils centraux de la protection et de la prévention de la violence, car elle permet d'instaurer de nouvelles relations avec la population et de faire tomber le mur de la méfiance et de la peur.

Il est souligné combien il est aujourd'hui nécessaire d'inverser les priorités traditionnelles : **les FDS** ont un nouveau rôle à jouer, doivent être davantage proactives et accepter de prendre en compte (et en même temps faire comprendre) que **la sécurité est l'affaire de toutes et de tous**. Mais pour cela, il faut que les relations entre FDS – politiciens, souvent distantes, changent. **Les hauts gradés doivent faire des propositions en matière de PEV aussi**, que les politiciens, ne sont pas des professionnels de la sécurité, puissent intégrer dans leurs décisions. C'est à travers ce dialogue que pourra être apporté aux FDS le cadre novateur pouvant favoriser l'évolution de leur mandat vers la sécurité humaine.

Aussi, si la réponse militaire ne porte pas toujours ses fruits, c'est que **les armées sont formées pour faire la guerre** et qu'il est difficile, pour elles, de répondre aux nouvelles menaces en recourant à d'autres méthodes. Il fut dit que la peur du gendarme est le début de la sagesse. Est-ce encore d'actualité au moment où les EV commencent à s'infiltrer dans la population ? Il n'y a, actuellement, **pas d'enseignement de la PEV dans les écoles et centres de formation des FDS**. Pour les FDS, il est difficile de comprendre la PEV. C'est pourquoi la **formation des FDS** fut considérée comme essentielle. Il fut aussi suggéré d'intégrer des unités ou des postes PEV au sein des FDS, selon des modalités propres aux différents corps. Mais plus largement, il faut éduquer tant les FDS que la population à leurs rôles respectifs dans la sécurité de la nation. **Apprendre aux acteurs à travailler ensemble et à dialoguer** permettra de rétablir la confiance et l'adhésion de la population avec laquelle il est utile de créer des partenariats stratégiques.

Les **femmes et les jeunes** sont encore trop absents de la production de la sécurité ; le personnel féminin est insuffisant au sein des FDS. Elles doivent donc agir par elles-mêmes et aider les acteurs qui assurent la sécurité à être mieux compris, accessibles et répondre aux besoins de la communauté. Une mention spéciale fut faite des **éleveurs** dont il fut dit qu'ils ont plus peur des militaires que des djihadistes. Pour sa part, le soldat a aussi peur quand il voit un paysan dans son champ ou un berger, se demandant s'il a peut-être affaire à un élément d'un groupe armé ? Il faut donc **rassurer les uns et les autres**. Sur le terrain, il faut que les FDS s'adaptent à cette situation. **La PEV n'est plus une option, c'est une nécessité**. Quand il y a confiance, beaucoup de problèmes sont réglés.

La perception de l'injustice, le traitement biaisé des dossiers en **justice**, le mauvais comportement des juges, les abus et tracasseries des FDS rompent la confiance des populations envers l'Etat et ses représentants, favorisent les recrutements des jeunes et le soutien aux groupes EV.

Enfin, revenant aux textes, il fut mentionné qu'une dizaine de cadres nécessitent une **relecture législative** car les doctrines des FDS n'ont pas changé depuis l'indépendance. Il faut intégrer le concept de sécurité humaine aux politiques nationales de défense et de sécurité.

En conclusion, il fut dit que **nous sommes tous dépositaires de la réponse** et que les expériences du Mali et du Burkina Faso devaient être utiles pour les pays du Golfe de Guinée. A cette fin, une plateforme de dialogue multi-acteurs est fondamentalement nécessaire car « ce sont les fils de la nation qui sont parmi les EV ». C'est en partie la raison de l'**Association pour la paix et la prévention de l'extrémisme violent dans les pays du Golfe de Guinée – APEV-P2G Bénin**.



Programme

09 :30-10 :00	Arrivée, cafés et installation des invités
10 :00-10 :10	Mot de bienvenue et présentation du programme et des panélistes
10 :10-10 :40	<p>Ouverture de la table ronde</p> <ul style="list-style-type: none"> • S. E. M. Jean-Daniel BIELER, ancien Ambassadeur, Conseiller, Division Paix et droits de l'homme, Département fédéral des affaires étrangères – DFAE, Suisse • Anne BENNETT, Directrice du programme Afrique subsaharienne, Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité – DCAF • M. Abasse OLOSSOUMARE, Directeur de Cabinet représentant le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique du Bénin
10 :40-11 :00	Photo de groupe
11 :00-11 :30	<p>Présentation des principaux résultats de l'étude</p> <ul style="list-style-type: none"> • Carol MOTTET, Conseillère principale, Division Paix et droits de l'homme, Département fédéral des affaires étrangères – DFAE, Suisse • Ariane INKESHA, Coordinatrice de programme, Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité – DCAF
11 :30-13 :00	<p>Panel</p> <ul style="list-style-type: none"> • Général Amèyi Célestin GUIDIMEY, Expert consultant, Vice-président du Comité Présidentiel de Contrôle des Missions de Sécurisation du Territoire National, Bénin • Nakmak Michel DOUTI, Expert consultant Gouvernance du secteur de la sécurité, Togo • Colonel Faïzou GOMINA, Chef d'Etat-Major Adjoint de la Garde nationale, Bénin • Sandrine NAMA, Coordinatrice, Dialogue Justice et Sécurité USIP, Burkina Faso <p>Facilitation: Dr. Oswald PADONOU, Président de l'Association Béninoise d'Etudes Stratégiques et de Sécurité – ABESS, Bénin</p> <p>Discussions</p>
13 :00-13 :15	Clôture
13 :15-14 :15	Collation et point de presse